



Déclaration liminaire de la FSU au CSA-SD 69 du 3 novembre 2025

Monsieur l'Inspecteur d'académie,

Mesdames, messieurs les membres du CSA-SD du Rhône,

Nouvelle rentrée, nouveau ministre.

Nouveau ministre, même politique éducative motivée avant tout par des raisons budgétaires.

“ La situation de l'école est extrêmement inquiétante”, nous dit notre ministre qui fixe comme priorités la formation des enseignants, la lutte contre les inégalités sociales et scolaires et la santé des élèves. Et qu'est-ce qui est proposé ? La suppression de milliers de postes.

Une annonce qui ne peut que provoquer colère ou désengagement.

Oui, la baisse démographique est là et le nombre d'élèves dans les classes du premier degré diminue. Cependant, dans le Rhône, du fait de dotations négatives cumulées, nous restons sur des effectifs bien plus élevés que dans la plupart des autres départements de la France métropolitaine et nous ne pouvons toujours pas respecter les directives ministérielles.

Notre ministre annonce pour la rentrée 2026 21 élèves par classe de moyenne dans le premier degré. Les moyennes sont bien commodes pour cacher des réalités bien plus variables. Ainsi, les nouveaux seuils que vous proposez sont certes en baisse et nous saluons la prise en compte partielle de certaines de nos demandes. Cependant, ces seuils sont bien loin des 21 élèves par classe et augurent de nombreuses fermetures de classe. Par ailleurs, nous n'acceptons pas que la maternelle soit encore traitée différemment de l'élémentaire, que ce soit pour les seuils ou pour les modes de calcul des classes dédoublées en REP+. Nous rappelons que l'école maternelle fournit un très gros travail concernant l'inclusion scolaire. La petite enfance mérite qu'on renforce les moyens, notamment humains.

Dans le Rhône, c'est clair, il manque des enseignants :

Il manque des enseignants pour assurer les remplacements.

Il manque des enseignants pour pouvoir assurer les 18 demi-journées de formation en éducation prioritaire.

Il manque des enseignants pour permettre aux directions des petites écoles rurales d'avoir des temps de décharge hebdomadaire leur permettant de mener leurs missions à bien.

Il manque des enseignants formés pour s'occuper de la santé mentale de nos élèves. Notre nouveau ministre s'alarme, il a raison. Mais il ne suffit pas de s'alarmer, il faut des moyens. Il n'est pas normal que nous manquions de psy-EN EDA, qu'il y ait des postes passés à mi-temps dans notre département.

Il manque des enseignants pour que les RASED soient complets, pour que les enseignants qui le souhaitent puissent être à temps partiels quel que soit le poste, pour favoriser les mobilités etc.

Nous dénonçons les dotations négatives qui empêchent une politique réellement ambitieuse pour lutter contre les inégalités sociales et scolaires

Dans le Rhône et la Métropole de Lyon, la baisse des effectifs dans les collèges aurait pu constituer une opportunité précieuse pour améliorer les conditions d'enseignement, notamment en réduisant le nombre d'élèves par classe — un enjeu d'autant plus crucial que la France détient le triste record européen en la matière. Pourtant, cette évolution démographique se traduit uniquement par une réduction des heures d'enseignement, principalement des heures postes, tandis que les heures supplémentaires continuent d'augmenter. La FSU déplore que ces moyens n'aient pas été réorientés vers un allègement des effectifs ou la création de dispositifs ULIS et UPE2A, pourtant indispensables face à des classes toujours surchargées. Les seuils des UPE2A atteignent désormais 24 élèves, une hausse continue qui interroge sérieusement sur la qualité de l'accueil réservé aux élèves allophones.

Ce manque de vision s'inscrit dans un contexte plus large de désengagement budgétaire. Le ministre Édouard Geffray, pourtant acteur des politiques passées, reconnaît une « situation extrêmement inquiétante », tout en poursuivant les suppressions de postes et en ralentissant les créations d'AESH. L'argument démographique, aujourd'hui brandi pour justifier ces coupes, est d'autant plus fallacieux qu'il était ignoré lorsque les effectifs élèves augmentaient. Depuis 2006, le second degré public a vu ses effectifs croître de 4 %, tandis que les postes d'enseignants diminuaient de 6 %. L'Institut des politiques publiques a démontré que ces économies à court terme engendrent des pertes fiscales considérables à long terme.

Face à cette logique comptable et ces constats, la FSU appelle à un changement de cap : l'école doit redevenir une priorité nationale, inclusive et dotée de tous les moyens humains nécessaires pour garantir à chaque élève les conditions d'apprentissage qu'il mérite.